

## L'URSS et le Proche-Orient : un essai de bibliographie

Salame

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Salame. L'URSS et le Proche-Orient : un essai de bibliographie. In: Politique étrangère, n°4 - 1980 - 45<sup>e</sup>année. pp. 1015-1021;  
[http://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1980\\_num\\_45\\_4\\_3018\\_t1\\_1015\\_0000\\_3](http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1980_num_45_4_3018_t1_1015_0000_3)

---

Document généré le 09/06/2016

# LECTURES

## relations internationales

### L'URSS et le Proche-Orient : un essai de bibliographie

Le 27 novembre 1980, un quart de siècle s'est écoulé depuis le jour où le président égyptien Gamal Abdel Nasser annonçait fièrement la conclusion du premier accord pour la livraison d'armes soviétiques à un pays arabe. Quelques semaines plus tôt, un groupe de techniciens égyptiens était arrivé secrètement à Prague pour prendre livraison d'une dizaine de Mig-15. Ceux qui, dès cette époque, y ont vu un tournant important tant de l'histoire du Moyen-Orient que de la diplomatie soviétique ne paraissent pas, aujourd'hui, s'être trompés. Ainsi, J.F. Dulles a vécu, tout au long de l'automne 1955, un « cauchemar égyptien » fait d'affolement et de colère, pressentant peut-être que l'histoire allait démentir les propos intentionnellement apaisants du président égyptien qui avait déclaré : « C'est une transaction qui a un caractère purement commercial ». Et d'ajouter : « J'entends aujourd'hui d'aucuns qui disent que cela ouvrira une voie à l'hégémonie russe au Moyen-Orient. Je leur réponds que cet accord purement commercial que nous avons signé sans condition ni réserve met plutôt fin à la domination étrangère qui a trop longtemps duré »<sup>1</sup>.

Mais dans le contrôle du flux des armes vers la région, question toujours nodale, « l'Occident venait de perdre le monopole qu'il avait jusqu'ici détenu ». Dans un domaine non moins important, « le problème israélo-arabe prenait une dimension nouvelle. Sa solution ne dépendait plus exclusivement de l'Occident mais aussi de l'Union soviétique qui venait de mettre dans son jeu un atout majeur et avec laquelle il faudra de plus en plus compter »<sup>2</sup>.

Les travaux consacrés à la politique soviétique au Moyen-Orient tarderont à suivre une évolution de plus en plus rapide. Le rappel des tentatives bolchéviques de pénétration en Asie, pièce majeure des ouvrages d'avant 1955, continuera à préoccuper les analystes, en dépit du contrat d'armes, de l'expédition de Suez et des polémiques suscitées par le projet de barrage sur le Nil. Ainsi W. Baczkowski analysait-il, en 1958, les rapports arabo-soviétiques en les fondant sur les liens d'origine ethnique entre Arabes et Musulmans d'Asie !<sup>3</sup>

Un peu plus tard, une nouvelle expression va s'imposer et George Lenczowski la choisira comme titre à son ouvrage de 1971 : *The Soviet*

1. Le discours a été publié, en français, dans *Les Cahiers de l'Orient contemporain*, Paris, 1955, p. 167.

2. Marcel Colombe, *Orient arabe et non-engagement*, Publications orientalistes de France, Paris, 1973, pp. 201-202.

3. Rapport publié par l'Université de Georgetown.

*Advances in the Middle East* 4. Oubliés le Congrès de Bakou et les discours léniniens dirigés vers les peuples d'Asie : l'Égypte, la Syrie, l'Irak, l'Algérie et bientôt d'autres pays se rapprochaient de plus en plus ouvertement d'une Union soviétique partiellement allégée du manichéisme stalinien. Les années 1960 et la première moitié de la décennie suivante vont ainsi voir fleurir en Occident, un nombre impressionnant d'ouvrages cherchant à analyser les raisons, les formes et les limites éventuelles de ces *advances* 5.

Mais un trait restrictif marquera la très grande majorité de ces essais. Seuls, un livre de Stephen Page et un numéro d'*Adelphi Papers* essayeront de mettre en lumière les données propres à la région du Golfe et à la question pétrolière 6. Peu d'ouvrages sont écrits sur les rapports de Moscou avec les pays d'Afrique du Nord ou avec les PC arabes. Car l'analyse semble devoir nécessairement passer par le miroir souvent déformant du conflit israélo-arabe. Le climat de « guerre froide » paraît moins bien expliquer ce courant que le fait, plus concret, que la majorité des analystes seront des Israéliens ou des Américains ouvertement favorables à l'Etat hébreu 7. Le ministère israélien des Affaires

étrangères ira jusqu'à publier lui-même un petit ouvrage sur la question, fait principalement d'extraits de presse. Il se trouve, toutefois, que l'intérêt évident d'Israël et de ses citoyens a pu être relayé par une abondante information qui rend Israël, selon toute probabilité, un des lieux privilégiés pour un « *Soviet Watcher* » 8.

Mais dès 1970, s'ouvre une phase transitoire : Abdel Nasser accepte le plan Rogers, il affiche une attitude très modérée dans les événements de Jordanie, avant de succomber subitement à une crise cardiaque. Son successeur à la tête de l'Égypte, Anouar el-Sadate, donnera, en moins de deux ans, une série de signaux aisément déchiffrables : il « liquide » l'aile gauche du nassérisme, soutient le président soudanais contre des putschistes pro-communistes, expulse soudainement experts et techniciens soviétiques et les relations égypto-soviétiques connaissent, en dépit de la signature d'un traité d'amitié et de coopération en 1972, une phase ambiguë puis une autre, franchement difficile.

Les ouvrages écrits durant cette phase ou au lendemain de la guerre de 1973, seront très hésitants quant à l'issue possible de la crise. En mars 1975, en clôturant son *opus majora*, *La politique soviétique au Moyen-Orient* 9, H. Carrère d'En-

4. Publié par l'American Enterprise Institute.

5. Il serait fastidieux d'en refaire ici la liste. Citons : J. C. Hurewitz, *Soviet-American Rivalry in the Middle East*, Praeger, 1967 ; A. S. Klieman, *Soviet Russia and the Middle East*, John Hopkins, 1970 ; W. Z. Laqueur, *The Struggle for the Middle East : the Soviet Union in the Mediterranean 1958-1968*, Mac Millan, 1969 ; etc.

6. S. Page, *The USSR and Arabia*, Central Asian Research Center, Londres, 1971. *Adelphi Papers*, n° 60. Il a été écrit par R. E. Hunter.

7. Y compris les trois auteurs cités en note 5.

8. Ainsi W. Quandt, *Decade of Decisions*, University of California, 1977, cite-t-il parmi les attraits essentiels d'Israël aux yeux du Pentagone, la masse d'informations que l'Etat hébreu fournit à Washington sur l'URSS. Quant à John C. Campbell, il écrira simplement : « Décrire et interpréter la politique soviétique au Moyen-Orient est une vocation qui n'est nulle part pratiquée avec une recherche solide et des résultats impressionnants comme elle l'est en Israël » (in Y. Ro'i, cité plus bas).

9. Publié par la Fondation nationale des sciences politiques, 1975.

cause, affirmait que l'URSS, « malgré les difficultés et les revers n'a pas cessé, au cours de ces deux décennies (1955-1975) d'améliorer ses positions (au Moyen-Orient) ». Elle note « un affaiblissement en 1975 » mais laisse à l'avenir le soin de décider de sa nature passagère ou, au contraire, structurelle. Robert O. Friedman, dont l'ouvrage est précisément consacré à cette phase transitoire (1970-1974), est un peu plus net : « L'influence soviétique au Moyen-Orient est en réalité très limitée ». Ayant souffert un recul net en quelques années, « l'URSS est en 1974, bien plus loin de son objectif que quatre années plus tôt » (son objectif étant selon l'auteur d'exclure toute influence occidentale dans la région). Mais il pense aussi que Moscou va essayer, par tous les moyens disponibles, de remonter la pente, « parce qu'elle a fait la décision de base de considérer le Moyen-Orient comme une région d'importance capitale pour l'Union soviétique »<sup>10</sup>. Jon D. Glassman, arrive à la même conclusion, celle de « la haute priorité réservée à la région aux yeux des Russes et qui donne fort peu de raisons de croire que l'influence soviétique puisse être exclue d'une manière permanente de la zone. Parce que plusieurs problèmes du Proche-Orient paraissent insolubles, il est prudent de croire que Moscou continuera de jouer un rôle politico-militaire important dans la région »<sup>11</sup>. Bref, alors que Moscou a cessé ses *advances*, aucun observateur contemporain ne va jusqu'à noter un véritable recul. L'URSS n'avait-elle pas menacé d'intervenir direc-

tement dans la région au cours des derniers jours de la guerre d'Octobre ?

En 1978, ces hésitations semblaient pouvoir être dépassées, au moins pour Mohammed Hassanein Heikal qui entreprit d'écrire l'histoire « de l'apogée et de la chute de l'influence soviétique au Moyen-Orient »<sup>12</sup>. Quelquefois analyste cartésien, d'autres conteur arabe, M. H. Heikal a écrit en réalité un roman où son propre rôle est loin d'être laissé dans l'ombre.

L'ouvrage débute par une courte histoire de la transformation d'Abdel Nasser en kremlinologue averti, sollicité par ses pairs arabes et africains avant leur départ pour Moscou. L'auteur semble y être pour beaucoup, lui qui a rédigé dès 1964, un manuel sur le style de « Comment se faire des amis ? » et qui pourrait s'intituler « Comment aborder les hommes de Kremlin ? » : 14 « fais » et 8 « ne fais pas ». Parmi ces conseils, des phrases schématiques du style : « Pour les Soviétiques, l'Amérique est une obsession » ou « le *leadership* soviétique est fait de paysans slaves fascinés par les attributs du pouvoir », ou encore « comme souvent, théoriser à Moscou n'a aucun rapport avec les réalités concrètes ».

En réalité, Heikal semble pris dans un dilemme quasiment insoluble : comment assurer le succès de son ouvrage sans subir les effets négatifs (pour sa carrière politique éventuelle) d'une campagne anti-soviétique pure et simple qui semble, dans certains passages, le tenter. L'anecdote le sauve, celle de la nuit passée dans un même lit avec Nicolai Podgorny,

10. R. O. Freedman, *Soviet Policy Toward the Middle East since 1970*, Praeger, 1975.

11. Jon D. Glassman, *Arms for the Arabs*, John Hopkins, 1975.

12. M. Heikal, *Sphinx and Commissar*, Collins, Londres, 1978, traduction française.

étant probablement la plus croustillante. Mais au-delà de cet aspect « mille-et-une-nuits », force est de constater que c'est bien dans ce contact direct des événements que réside l'intérêt réel de l'ouvrage écrit par le confident attitré de l'ancien président égyptien.

Car il y a un énorme fossé culturel, approfondi par des choix idéologiques modernes divergents (le socialisme scientifique a généralement été très différent de « la voie arabe pour le socialisme ») qui sépare Arabes et Soviétiques. D'où probablement l'intérêt de ces pages où une place de choix est réservée à l'aspect humain, voire personnel de la relation.

Plutôt que d'une chute de l'influence soviétique dans la région, dans la période contemporaine, un ouvrage écrit par une douzaine de krenliologues israéliens, tous connus, parle des « limites » de cette influence<sup>13</sup>. Contrairement à l'anecdote personnalisée qui fait le charme mais aussi la légèreté de l'ouvrage de Heikal, nous sommes à présent en face d'un livre structuré de manière rigoureuse, les auteurs pour la plupart résumant « l'état présent » de leurs recherches dans des domaines particuliers où ils s'étaient déjà illustrés. Le point de départ commun de toutes les contributions étant, bien entendu, « le net déclin des positions soviétiques au Moyen-Orient depuis 1970 ».

Un autre fil conducteur, moins clairement exprimé, mais à mon sens plus important, relie ces contributions : il consiste, schématiquement, à établir l'aspect non particulier de la politique soviétique au Moyen-Orient. Galia Golan affirme par

exemple : « Depuis le début des années 60, avec l'arrivée des sous-marins américains *Polaris* dans la région, au moment même où la flotte soviétique était intensivement développée, l'intérêt soviétique capital au Moyen-Orient est de nature stratégique, car lié à l'examen global du rapport des forces soviéto-américain ». Le corollaire de cette donnée est : « Le conflit israélo-arabe commence à avoir moins d'importance dans la pensée stratégique soviétique... car, dans ce domaine, la coopération avec les USA est la seule option ouverte devant Moscou ». Golan note l'insistance soviétique à appliquer les règles de la détente (transgressées ailleurs) à la région car, c'est là le seul moyen pour Moscou de « créer et de justifier un rôle soviétique là-bas » et de conclure : « même dans les années récentes... l'URSS a généralement essayé de donner la priorité à une relation soviéto-américaine positive comme moyen pour réaliser les objectifs soviétiques ». De même, Amnon Sella considère le recours soviétique à des alliés locaux pour déployer ses forces stratégiques, comme un pis-aller nécessité par des « raisons historiques et pratiques ». *Grosso modo*, les liens régionaux sont donc moins un atout qu'un poids pour une superpuissance nucléaire. Pour lui, les particularités du Moyen-Orient sont secondaires dans une stratégie soviétique cherchant systématiquement à tracer « le périmètre de défense » chaque jour un peu plus loin de ses frontières.

En matière économique, Gur Ofer va jusqu'à avancer que l'URSS ne serait nullement perdante dans le changement d'alliances qui a fait remplacer l'Égypte par la Libye comme Etat client car le prix à payer pour « rester dans le jeu » du conflit

13. Y. Ro'i (ed.), *The Limits to Power*, Croom Helm, Londres, 1969.

avec Israël devenait trop important alors que la Libye est un pays riche en monnaies rares et disposé à les dépenser pour son armement. Les considérations économiques auraient ainsi primé sur les réticences idéologiques. Vision complémentaire : D. et M. Spechler affirment que l'URSS n'a pas su tirer assez d'avantages de la crise pétrolière initiée par l'OPEP car elle « était excessivement optimiste quant aux conditions auxquelles elle pouvait obtenir technologie et capitaux occidentaux ». Incapacité soviétique et réticences occidentales conduiront « à un plafonnement de la production pétrolière » qui devrait persister dans l'avenir. Un autre handicap soviétique : l'incapacité de laisser ses alliés sans pétrole pour vendre plus à un Occident pourvoyeur de *hard currencies*. La conclusion que tirent les Spechler est assez étonnante : la crise énergétique n'a pas été favorable à l'URSS car elle a permis « un renforcement du *leadership* américain sur l'Alliance atlantique » alors que la nationalisation des installations « peut servir à stabiliser les relations entre pays pourvoyeurs et demandeurs de technologie ».

Les fondements internes de la diplomatie soviétique au Moyen-Orient sont analysés par O. Éran et T. Friedgut. Le premier note la difficulté pour l'URSS d'accepter son déclin dans la région, ce qui l'amène à parler de « recul provisoire » et à minimiser l'importance du cas égyptien. Il en conclut à l'existence, en URSS, de « doutes grandissants quant aux moyens utilisés pour assurer la solidarité de l'URSS et des mouvements de libération nationale ». T. Friedgut élargit pour sa part, la perspective en spécifiant que pour les Soviétiques, le conflit israélo-arabe est moins important

*per se* que comme « voie d'accès au monde arabe ».

En dépit de ce rappel judicieux des faits, cinq contributions sont consacrées à ce conflit et aux pays qui y sont impliqués. En ce qui concerne l'Égypte, Y. R'oi pense que l'orientation pro-américaine du président Sadate est due plus aux problèmes internes de l'Égypte qu'à la solution du conflit. G. Golan et I. Rabinovich traitent de la Syrie pour rappeler que ce pays a tiré, de l'expérience égyptienne, la leçon qu'il faut essayer de sauvegarder un jeu de balance entre les superpuissances plutôt que de se jeter aveuglément aux côtés de l'une d'elles. B. Gurevitz pense que l'URSS n'est pas nécessairement gagnante dans son appui à l'OLP, du fait « des divisions de celle-ci et de son incapacité de définir une ligne modérée ». Quelle est la solution soviétique idéale pour résoudre le conflit ? R. O. Freedman répond : « Un retrait israélien aux frontières de 1967 avec persistance d'une tension suffisante dans les rapports israélo-arabes pour permettre à l'URSS de réaliser son objectif dans cette région : affaiblir, voire éliminer l'influence occidentale ».

Les conclusions générales de l'ouvrage insistent davantage encore sur les aspects globaux de la stratégie soviétique. Et c'est peut-être dans cette insistance que réside la faiblesse essentielle d'un ouvrage extrêmement bien documenté (notamment en sources arabes et soviétiques). Car le Moyen-Orient finit par n'être qu'un prétexte pour aborder, encore une fois, la stratégie globale de l'URSS. L'ouvrage perd en originalité et se détache alors excessivement de la réalité concrète et si complexe des liens que l'URSS a ou ceux

qu'elle cherche à construire dans la région. Les grandes puissances ne poursuivent certes pas une diplomatie morcelée en fonction de la configuration régionale du globe. Mais, face aux puissances globales, les régions imposent des résistances, offrent des objectifs, répondent à des craintes spécifiques. Dans cette optique, le Moyen-Orient présente des traits particuliers gommés souvent jusqu'au schématisme par une perspective résolument globale. Citons, entre autres traits, la situation géostratégique de la région sur le flanc méridional de l'URSS, le fait que son sous-sol cache une partie enviable des réserves pétrolières prouvées, et, *last but not least* que l'URSS doit y aborder ou y affronter des peuples de tradition musulmane, facteur dont des travaux récents ont montré toute l'importance. Nous dirons, pour notre part, que cette perspective « anti-particulariste » peut ne pas être uniquement une option académique. N'y-a-t-il pas aussi, de la part de ces éminents analystes israéliens, une volonté de replacer la région au centre de la confrontation entre superpuissances, liant ainsi intimement le sort d'Israël à celui de l'Occident ?

« Les développements internes de la société arabe » sont plus clairement pris en compte dans l'essai, succinct mais dense de R. Khalidi : *Soviet Middle East Policy in the Wake of Camp David*<sup>14</sup>. L'auteur pense que ces développements ont été défavorables à l'URSS qui, de ce fait, n'a pas pu tirer d'avantages de sa situation, au lendemain des accords de Camp David, d'« alternative logique à la grande majorité d'Etats arabes ». L'essai de Khalidi

porte principalement sur la réaction de l'URSS durant l'année qui a suivi les accords. Il souligne que l'aspect négatif essentiel, aux yeux de Moscou, est bien la tentative américaine de s'imposer comme seule superpuissance dans la région, « une sorte de nouvelle doctrine Monroe ». Khalidi note, lui aussi, que « la relation entre superpuissances ne peut être tributaire d'événements survenus dans une seule région du globe », fût-ce le Moyen-Orient. Mais il ajoute que « ni l'URSS ni les USA ne peuvent opérer dans une région déterminée que par le truchement de clients régionaux ». Or ces Etats sont gouvernés, comme le rappelle l'éditorialiste de *Moscow News* par « les lois objectives du développement historique », c'est-à-dire par les transformations socio-politiques internes. Les événements d'Iran ne viennent-ils pas de nous rappeler le formalisme souvent vide d'une analyse des relations internationales artificiellement coupée de ses sous-bassements socio-politiques, culturels, voire anthropologiques locaux ?

Khalidi revient néanmoins, dans un essai plus récent<sup>15</sup> à une perspective plus globale. Partant de l'idée que « le monde paraît être aujourd'hui au seuil d'une période entièrement nouvelle des relations internationales », il en vient à affirmer que le conflit israélo-arabe, « sous-système relativement isolé depuis la Seconde Guerre mondiale, est de plus en plus subordonné, dans la politique suivie par les deux superpuissances, à des considérations non régionales, plus larges ».

Faisant un relevé quasi exhaustif des motifs *a posteriori* présentés par l'URSS pour expliquer son interven-

14. *IPS Papers*, Beyrouth, 1979.

15. *The Soviet Middle East Policy in the 1980 th.*, Beyrouth, 1980.

tion en Afghanistan, il conclut à leur caractère propagandiste. Pour le Moyen-Orient, deux scénarios sont prévus en fonction de la poursuite ou non de la détente entre super-puissances. Pour Khalidi, une plus grande polarisation internationale affaiblirait les rangs arabes, tant que l'URSS n'y a pas trouvé des alliés solides et que la coordination des politiques arabes conserve son niveau modeste. Un renouveau de la détente aurait des effets secondaires sur les alignements régionaux. Ainsi l'auteur parvient-il à une conclusion paradoxale : Washington et Moscou ont de plus en plus tendance à considérer le conflit israélo-arabe en le dégageant des facteurs qui font sa spécificité ; mais, d'autre part, cette politique a peu d'impact effectif sur ce conflit.

Une des premières déclarations du président américain élu a rappelé que c'est l'Administration républicaine (Nixon, Ford mais ne faudrait-il pas dire d'abord Kissinger ?) qui a réussi à « chasser l'URSS du Moyen-Orient ». Il n'a pas ajouté (ce n'était pas de son intérêt) que les quatre années passées par M. Carter à la Maison-Blanche n'ont pas fourni à Moscou l'occasion de rentrer sur ce théâtre régional, en dépit de la révolution iranienne, de la guerre somalo-éthiopienne et de deux pactes signés avec Aden (1979) et Damas (1980). Face aux soulèvements de type iranien, Moscou ne paraît guère moins embarrassé que Washington. Car autant, sinon plus que la voie suivie par la Chine, depuis 1960 environ, le cours pris par l'opposition radicale en terre d'Islam, est nouveau, *sui generis*, difficilement rangeable dans les cases classiques d'un monde bipolaire. Il est plus que temps d'étudier à nouveau la problématique rencontre du mar-

xisme avec l'Islam, à la lumière, non seulement de la secousse iranienne, mais de la contestation culturelle fondamentale de l'ordre mondial par des peuples avides d'indépendance et d'authenticité.

Ghassane SALAMÉ

**La conférence au sommet.  
Contribution à l'étude des institutions  
des relations internationales**

*Guillaume Pambou Tchivounda  
LGDJ, Paris, 1980, 452 pages.*

Les conférences au sommet (*summitry*) sont devenues une pratique courante de la diplomatie. Elles correspondent au besoin qu'ont les plus hauts responsables des Etats, de mieux se connaître, d'échanger leurs vues sur la situation internationale et d'agir en commun lors du déclenchement des crises ou tout simplement pour lancer certaines actions nouvelles.

Si l'expression de conférence au sommet n'a été popularisée, dans le langage diplomatique contemporain, qu'à l'occasion du sommet des quatre à Genève en juillet 1955, l'institution remonte en réalité loin dans le passé. Dès l'antiquité, cette forme d'action s'était répandue.

L'ouvrage de Guillaume Pambou Tchivounda fournit une analyse très complète de tous les aspects, de la préparation à l'aboutissement, de ces sommets. Il en décrit les modalités, en cerne les motivations et en soupèse les effets juridiques ou institutionnels. Son tour d'horizon est à peu près complet et l'on appréciera particulièrement les réflexions aux-